

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	51	24

N° de la séance : 55

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - Observatoire Territorial et
Partenarial du Logement Etudiant
(OTLE06) -Convention cadre

<div><input checked="" type="checkbox"/> Original</div> <div><input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original</div> <div>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</div> <div>Stéphane PINTRE</div>

N° Enregistrement : CC.2019.122

Date de la convocation :

Le 18/06/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 2 JUL. 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 4 JUL. 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne PAVAN-SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 24 juin 2019

L'an deux mil dix neuf et le 24 juin à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations – 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Michel ROSSI, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE à Henri GANNARD, André-Luc SEITHER à Khéra BADAOU, Patrick DULBECCO à Yves DAHAN, Marie BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Albert CALAMUSO à Laurent COLLIN, Marina LONVIS à Anne-Marie BOUSQUET, Anne-Marie DUMONT à Jean LEONETTI, Marc DAUNIS à Martine BONNEAU, Abderrazak SALOUH à Marie-Claude MOITRY, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Joseph VALETTE, Christine SYLVESTRE, Jacques GENTE, Claudine MAURY, Nadine GASTAUD, Jean-Pierre DERMIT, Martine SAVALLI, Matthieu GILLI, Marine VALLEE, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAOU, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Madame BLAZY,

Face aux difficultés croissantes des étudiants en matière de logement, le réseau des associations des collectivités pour l'enseignement supérieur et la recherche (composé de FNAU, AVUF, CPU, ADCF et Banque des Territoires) a lancé, en avril 2018, un appel à manifestation d'intérêt pour la création d'observatoires territoriaux du logement étudiant. La Métropole Nice Côte d'Azur (MNCA) et l'ADIL 06 se sont déclarées co-candidates pour porter cet observatoire à l'échelle du département.

Sur les 30 territoires ayant répondu à l'appel à manifestation d'intérêt, 19 observatoires ont été labellisés le 8 avril 2019, dont l'Observatoire territorial et partenarial du logement des étudiants des Alpes-Maritimes.

L'objectif de cet observatoire, qui repose sur une gouvernance partenariale associant tous les acteurs locaux de l'enseignement supérieur, du logement et les EPCI, est d'identifier au mieux les besoins en matière de logement étudiant et de disposer d'une connaissance fine de la diversité de l'offre afin d'apporter une réponse optimale à la demande des étudiants maralpins.

En outre, cet observatoire, lieu d'échange de données et d'analyses, doit permettre d'éclairer les politiques publiques touchant à l'immobilier universitaire, à l'insertion urbaine des campus ou encore au développement des services de vie étudiante, afin d'envisager le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche comme un véritable levier de revitalisation territoriale.

Pour la CASA, ce projet s'inscrit dans le prolongement de l'étude qu'elle avait menée en 2013 sur le logement des étudiants et des chercheurs et constitue un moyen d'agir en faveur du logement étudiant, problématique intégrée dans le cadre du 3^{ème} PLH 2020-2025.

L'ADIL06 assure la coordination de cette démarche et la CASA a été retenue comme membre du comité de pilotage, instance décisionnelle procédant aux arbitrages stratégiques et aux orientations des études à mener. Il est donc nécessaire de désigner les représentants de la CASA au sein de ce comité de pilotage.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2011.119 du 23 décembre 2011 relative au Programme Local de l'Habitat ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2012.163 du 17 décembre 2012 relative à la modification n°1 du Programme Local de l'Habitat ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2016.202 du 19 décembre 2016 relative à la procédure d'élaboration du 3^{ème} PLH ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2017.202 du 18 décembre 2017 relative à la prorogation du deuxième PLH pour 2 ans ;

Vu la labellisation de l'Observatoire Territorial et Partenarial du Logement des Etudiants (OTLE06) à compter du 17 avril 2019 ;

Vu l'avis favorable du Comité de pilotage du 29 avril 2019 de l'Observatoire Territorial et Partenarial du Logement des Etudiants des Alpes Maritimes ;

Vu l'avis favorable de la Commission Habitat du 27 mai 2019 ;

Considérant que l'Observatoire Territorial et Partenarial du Logement des Etudiants (OTLE06) porté par l'ADIL06 permet à la CASA de disposer de données sur le logement des étudiants ;

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention cadre entre la CASA et l'Observatoire Territorial et Partenarial du Logement des Etudiants, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ;
- de désigner Madame la Vice-Présidente déléguée à l'habitat en tant que représentante de la CASA au comité de pilotage de cet observatoire ;
- de désigner Monsieur le Vice-Président délégué à l'enseignement supérieur, à la recherche, aux nouvelles technologies, à la promotion du territoire et au Parc Naturel Régional en tant que représentant suppléant de la CASA au comité de pilotage de cet observatoire.

Monsieur le Président demande si, conformément à la loi du 13 août 2004 (Art. 142,I) relative aux libertés et aux responsabilités locales, le conseil accepte un vote à main levée.

Le conseil accepte à l'unanimité.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de la convention cadre entre la CASA et l'Observatoire Territorial et Partenarial du Logement des Etudiants, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention ;
- de désigner Madame la Vice-Présidente déléguée à l'habitat en tant que représentante de la CASA au comité de pilotage de cet observatoire ;
- de désigner Monsieur le Vice-Président délégué à l'enseignement supérieur, à la recherche, aux nouvelles technologies, à la promotion du territoire et au Parc Naturel Régional en tant que représentant suppléant de la CASA au comité de pilotage de cet observatoire.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 24 juin 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

<p style="text-align: center;"><u>Convention cadre de l'Observatoire Territorial et Partenarial</u> <u>du Logement des Etudiants (OTLE 06)</u></p>
--

Entre :

- 1- L'Etat représenté par Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes ou son représentant,
- 2- L'Université Côte d'Azur représentée par son président,
- 3- L'Université Nice Sophia Antipolis représentée par son président,
- 4- Le Rectorat de l'académie de Nice représenté par le recteur,
- 5- Le CROUS NICE-TOULON représenté par sa directrice,
- 6- La Métropole Nice Côte d'Azur représentée par son Président habilité par délibération du conseil métropolitain en date du XX et dénommée ci-après Nice Côte d'azur,
- 7- La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis représentée par son Président habilité par délibération du conseil communautaire du XX et dénommée ci-après la CASA,
- 8- La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins représentée par son Président, habilité par délibération du conseil communautaire du XX et dénommée ci-après la CACPL,
- 9- La Communauté d'Agglomération de la Riviera Française représentée par son Président, habilité par délibération du conseil communautaire du 4 mars 2019 et dénommée la CARF,
- 10- La Communauté d'Agglomération Pays de Grasse représentée par son Président, habilité par délibération du conseil communautaire du XX et dénommée la CAPG,
- 11- Action Logement services représentée par son Directeur Général,
- 12- Api-Provence représentée par son Directeur Général,
- 13- La Caisse d'Allocations Familiales représentée par son Directeur Général,
- 14- La Chambre de Commerce et d'Industrie Nice Côte d'Azur, représentée par son Président et dénommée CCI Nice Côte d'Azur ou CCINCA,

15- L'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes-Maritimes, représentée par sa Présidente, Madame Dominique ESTROSI-SASSONE et dénommée ADILO6.

Dénommés collectivement par parties ou partenaires,

Il a été convenu ce qui suit :

Le réseau des associations de collectivités pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche, composé de l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF), de l'Association des communautés de France (AdCF), de France Urbaine, de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme (FNAU) et de la Conférence des Présidents d'Université (CPU), en partenariat avec la Banque des territoires, et en lien avec les Ministères de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et de la Cohésion des Territoires, a lancé en avril 2018 un appel à manifestation d'intérêt pour la mise en place d'observatoires territoriaux du logement étudiant. La Métropole Nice Côte d'Azur et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes Maritimes se sont déclarées co-candidates pour porter cet observatoire à l'échelle du département.

Cet observatoire qui repose sur une gouvernance partenariale associant tous les acteurs de l'Enseignement Supérieur, du logement et des collectivités territoriales a pour objectif de mieux identifier et suivre l'évolution des besoins en matière de logement étudiant, de disposer d'une connaissance fine de l'offre et de sa diversité.

Cet observatoire vise à :

- Comprendre l'évolution des besoins et de l'offre et leur articulation avec ceux de l'Enseignement Supérieur, du territoire et des marchés du logement,
- Faire dialoguer des acteurs aux objectifs divers pour améliorer la coordination de leurs actions,
- Intégrer la problématique du logement étudiant dans les politiques locales de l'habitat.

Article 1 : Objet de la convention

La convention a pour objet de fixer les conditions de fonctionnement de l'observatoire territorial et partenarial du logement des étudiants.

L'ambition des partenaires est de faire entrer le logement étudiant dans les politiques locales de l'habitat. Ils se fixent également pour objectif de travailler avec les observatoires construits dans les territoires intrarégionaux.

Les parties conviennent de mettre en place deux instances : un comité de pilotage et un comité technique.

Article 2 : Le comité de pilotage

Le comité de pilotage sera l'instance décisionnelle qui procédera aux arbitrages stratégiques et aux orientations des études à conduire. Toutes les décisions seront prises à la majorité absolue des membres finançant l'observatoire.

Il sera composé de trois collèges :

- 1- Un Collège « Territoire » composé de l'Etat et des EPCI des Alpes-Maritimes,
- 2- Un Collège « Logement » composé du CROUS Nice Toulon, de la CAF 06, d'Api-Provence et de l'Observatoire de l'Habitat de la CCI Nice Côte d'Azur.
- 3- Un Collège « Etudiant » composé de l'Université Côte d'Azur, du rectorat et d'un représentant des associations œuvrant dans le domaine du logement. D'autres établissements d'enseignement supérieur pourraient participer à ce collège en fonction de l'évolution de l'organisation territoriale de l'enseignement supérieur.

Le comité de pilotage décide du nombre de réunions à mettre en place. Dans tous les cas, il se réunira à minima une fois par an.

Article 3 : Le comité technique

Le comité technique sera l'instance qui aura pour objet d'assurer le suivi de l'observatoire et de ses études. Il sera force de propositions et préparera les réunions du comité de pilotage.

Il sera composé des membres du comité de pilotage, des bailleurs sociaux et d'un ou de plusieurs représentants des professionnels de l'immobilier (Fnaim, FPI...).

Toutes les orientations seront prises à la majorité absolue des membres.

Il se réunira à minima 1 fois par an.

Article 4 : La maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de l'observatoire sera assurée par l'ADIL des Alpes-Maritimes conformément à l'objet défini par la présente convention.

Article 5 : Fonctionnement de l'observatoire

L'observatoire appartient au réseau national des observatoires territoriaux du logement étudiant. A ce titre, l'observatoire s'engage à satisfaire les prescriptions du cahier des charges (en termes de calendrier et de méthodes) relatif à l'obtention du label « OTLE », et à suivre les exigences méthodologiques définies par les membres du conseil scientifique en charge de ce réseau.

En particulier, l'observatoire procédera annuellement et prioritairement à la vérification de la base nationale Mission 60 000 sur son territoire, et à la collecte des données permettant de calculer les indicateurs nationaux (cf. liste en annexes). Il participera également aux rencontres et publications nationales du réseau des OTLE.

Article 6 : Relations avec les autres observatoires de la région Provence Alpes-Côte d'Azur

En tant que membre du réseau national des observatoires territoriaux du logement étudiant, l'observatoire est invité à collaborer avec les autres OTLE et, notamment avec les OTLE exis-

tants dans la région Provence Alpes-Côte d’Azur, afin de développer une approche concertée de la question du logement étudiant.

Dans ce but, l’observatoire contribuera à la démarche de réflexion et aux indicateurs régionaux, définis en concertation avec les autres OTLE de PACA, et participera aux rencontres et publications régionales.

Article 7 : Données mises à disposition de l’observatoire

7-1 : Terminologie

Pour la présente convention, il y a lieu de retenir les définitions suivantes :

« *Données collectées* » : données relatives aux territoires, aux logements, aux étudiants, aux établissements d’enseignement supérieur ou aux formations proposées, et collectées auprès des partenaires ou tout autre public après enquête de l’observatoire. Il peut s’agir de données brutes ou de données pondérées.

« *Données redressées* » : données collectées, contrôlées et enrichies par l’observatoire.

« *Résultats* » : résultats statistiques (notamment pourcentages, moyennes, indicateurs de dispersion, quantiles, etc.) calculés sur les données redressées.

7-2 : Engagements de l’observatoire sur le recueil et l’utilisation des données fournies par les partenaires

L’observatoire s’engage à :

- recueillir uniquement des données permettant de calculer les indicateurs nationaux, régionaux et de réaliser les études commanditées par les membres du comité de pilotage, notamment auprès des signataires de la présente convention et par tout moyen auprès du public et des autres acteurs présents sur les territoires et dans les sphères du logement, de l’enseignement supérieur et de la vie étudiante,
- utiliser et traiter les données ainsi collectées, enrichies et redressées de même que les résultats statistiques diffusés uniquement dans le cadre défini dans la présente convention,
- respecter la vie privée et le secret professionnel dans les conditions précisées par l’article 8 ;
- remettre à chaque partenaire fournisseur de données un certificat attestant de sa participation à l’observatoire.

7-3 : Engagements du partenaire fournisseur de données

Le partenaire s’engage à :

- transmettre à l’observatoire, sans contrepartie financière, l’ensemble des données décrites aux articles 7-1 et 7-2 dont il dispose, sans détermination a priori d’échantillon, pendant la durée de la présente convention,
- céder à l’observatoire le droit d’usage des données décrites aux articles 7-1 et 7-2.

7-4 : Transmission des données collectées à la Métropole Nice Côte d'Azur

Les données collectées par l'observatoire auprès des signataires de la présente convention seront transmises au Service observatoire et dynamiques métropolitaines de la Métropole Nice Côte d'Azur, co-candidate avec l'ADIL06 à l'appel à manifestation d'intérêt pour la création d'un observatoire du logement étudiant, dans le but de réaliser des études statistiques en interne sur son territoire. En retour, la Métropole Nice Côte d'Azur s'engage à respecter les obligations définies à l'article 8 en matière d'utilisation, de protection et de conservation des données.

7-5 : Transmission des données collectées aux autres partenaires et autres demandeurs

Les autres collectivités pourront demander à l'observatoire la communication des données brutes collectées sur leur territoire, sous réserve de l'accord écrit des fournisseurs de ces dernières et moyennant la signature d'une convention de transmission de données.

Les partenaires financeurs pourront également demander à disposer des données brutes se rapportant à leur champ d'action dans les mêmes conditions qu'évoquées précédemment pour les collectivités.

Les autres demandes de données à l'observatoire seront soumises à l'approbation des membres du comité de pilotage et devront faire l'objet d'une convention de transmission spécifique.

Article 8 : Respect de la vie privée et du secret professionnel

Les données sont collectées à des fins statistiques dans la poursuite d'un intérêt légitime par l'observatoire. Leur durée de conservation est de 10 ans avant archivage. Les éventuelles données d'identification sont supprimées le plus rapidement possible lorsqu'elles ne sont plus nécessaires et au plus tard dans un délai de deux ans.

L'observatoire s'engage à respecter les obligations en matière de protection des données personnelles, en particulier la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable depuis le 25 mai 2018). L'observatoire s'engage à ne diffuser à aucun tiers les données (collectées ou redressées) qui lui sont transmises, hormis dans les cas suivants :

- transmission au Service observatoire et dynamiques métropolitaines de la Métropole Nice Côte d'Azur telle que prévue à l'article 7-4,
- transmission aux autres partenaires de l'observation et autres demandeurs telle que prévue à l'article 7-5,
- transmission à l'observatoire national du logement étudiant, aux instances coordinatrices du réseau national des OTLE (l'AVUF et la FNAU) ou de la Mission 60 000 des données nécessaires à la vérification de la base Mission 60 000 sur les Alpes-Maritimes,
- transmission dans le cadre des obligations légales qui s'imposent à l'observatoire, à des fins uniquement statistiques (notamment aux Services Statistiques Ministériels dans le cadre de l'article 7 bis de la loi du 7 juin 1951).

Article 9 : Accès et communication des résultats de l'observatoire territorial et partenarial du logement des étudiants

L'observatoire territorial et partenarial du logement des étudiants sera totalement transparent tant du point de vue méthodologique que de sa communication.

Les résultats statistiques issus de l'observatoire seront mis à la disposition des partenaires de l'observatoire qui s'interdisent de les vendre sous quelque forme que ce soit.

Toute communication concernant les analyses et indicateurs issus de l'observatoire devra en mentionner la source.

Un niveau d'information minimum sera mis en ligne sur le site grand public de l'observatoire du logement qui sera mis en place par l'ADIL 06.

Par ailleurs, une publication annuelle sera diffusée par l'ADIL 06 à l'ensemble des partenaires de l'observatoire.

Les partenaires pourront solliciter auprès de l'ADIL 06 des analyses et études spécifiques, portant sur des thématiques ou territoires particuliers. Ces travaux supplémentaires pourront nécessiter de la part du demandeur un financement ad hoc, calibré en fonction de la nature des travaux à réaliser. Le calendrier des études complémentaires sera validé par le comité de pilotage.

Article 10 : Contribution des partenaires

Pour assurer le développement de cet observatoire, l'ADIL 06, qui en assure la maîtrise d'œuvre, sollicitera des subventions de fonctionnement auprès des partenaires qui répondront selon leurs possibilités.

Article 11 : Plan de communication des partenaires

Les parties s'engagent systématiquement à faire état de leur partenariat sur tous les supports de communication et lors de toute action de communication relative à l'observatoire partenarial et territorial du logement des étudiants.

Article 12 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de signature. Elle est reconductible de façon expresse pour la même durée.

Article 13 : Modification de la convention

La présente convention pourra être modifiée à la demande de l'une ou de l'autre des parties.

Ces modifications mutuellement convenues s'intégreront alors à cette convention sous la forme d'avenants après leur approbation par les membres du comité de pilotage.

Article 14 : Résiliation de la convention

Chacun des partenaires peut demander, par lettre recommandée avec accusé de réception, et avec préavis de trois mois, la résiliation de la présente convention.

En cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'un de ses engagements, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie sous 30 jours.

Article 15 : Droit de propriété intellectuelle

Chaque partie aux présentes conservera l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur ses propres logos, noms et marques ainsi que sur ses propres outils, documents, services, notamment sites WEB.

Il est ainsi précisé que l'utilisation du nom et du logo de chacune des parties ne pourra se faire que sur des documents élaborés en commun par les parties concernées et préalablement et expressément validés par chacune d'elles.

Article 16 : Juridiction compétente

Tout différent résultant notamment de l'interprétation et/ou de l'exécution des présentes, y compris les avenants éventuels, sera, à défaut de résolution amiable, soumis aux tribunaux compétents.

Article 17 : Election de domicile

Les parties déclarent faire election de domicile en leur siège social respectif, tel qu'indiqué en tête des présentes.

Liste des annexes :

- Liste des indicateurs nationaux 2019 à communiquer à l'AVUF et la FNAU
- Liste des indicateurs mesurés en 2019 par la FNAU sur le territoire des Alpes-Maritimes en vue d'une publication nationale.

Annexe 1 : Liste des indicateurs nationaux 2019 à communiquer à l'AVUF et la FNAU

Indicateurs	
ES9_NB_logCROUS	Nombre de logements Crous (hors résidence historique)
ES10_NB_logDEDIE	Nombre de logements en résidence universitaire conventionnée hors Crous (logements dédiés)
ES11_NB_logDEDIE	Nombre de logements non conventionnés propriétés de l'Etat et gérés par les Crous - résidence historique (logements dédiés)
ES12_NB_logDEDIE	Nombre de logements en résidence dédiée à caractère social (logements dédiés)
ES13_NB_logDEDIE	Nombre de logements en résidence service (logements dédiés)
ES14_NB_logDEDIE	Nombre de logements en résidence école (logements dédiés)
ES15_NB_logDEDIE	Nombre de logements en résidence libre et non gérés par un opérateur (parc diffus)
ES16_NB_PLCROUS	Nombre de places Crous
ES17_NB_PLDEDIE	Nombre de places en résidence dédiées hors Crous
ES18_NB_logDEDIE	Nombre de logements du parc diffus occupés par les étudiants
ES19_NB_logColoc	Nombre de logements utilisés pour de la colocation par les étudiants
ES22_MED_LOYER_DECO	Redevance minimum/médiane/maximum en résidence gérée par les Crous
ES23_MED_LOYER_DECO	Redevance minimum/médiane/maximum en résidence conventionnée hors Crous
ES24_MED_LOYER_DECO	Redevance minimum/médiane/maximum en résidence non conventionnée propriétés de l'Etat et gérées par les CROUS – dites résidences historiques
ES25_MED_LOYER_DECO	Redevance minimum/médiane/maximum en résidence dédiée à caractère social
ES26_MED_LOYER_DECO	Redevance minimum/médiane/maximum en résidence service
ES27_MED_LOYER_DECO	Redevance minimum/médiane/maximum en résidence école
ES28_MED_LOYER_DECO	Redevance minimum/médiane/maximum en résidence libre et non gérée pas un opérateur
ES29_MOY_LOYER_DECO	Loyer médian d'une petite surface (T1) dans le parc diffus
ES30_NB_REFUSE_DEDIE	Nombre d'étudiants refusés pour cause de capacités atteintes ou sur liste d'attente en structure dédiée (Crous et résidence social) en septembre
ES31_NB_DEPART_CROUS	Nombre de départs dans les résidences conventionnées et du Crous entre janvier et avril
ES26_NB_ARRIVEE_CROUS	Nombre d'arrivées dans les résidences conventionnées et du Crous entre janvier et avril
ES29_NB_CENSI	Nombre de places construites en Censi-Bouvard
ES30_NB_LMP	Nombre de places construites en LMNP

Annexe 2 : Liste des indicateurs mesurés en 2019 par la FNAU sur le territoire des Alpes-Maritimes en vue d'une publication nationale

Indicateurs	
ES1_NB_ETUDIANT	Nombre total d'étudiants
ES2_PART_ETUDIANT	Nombre d'étudiants pour 1000 habitants
ES3_TX_EVO_ETUD	Evolution du nombre d'étudiants
ES4_ACAD_BAC_DPT	Origine des étudiants selon l'académie du baccalauréat
ES4_ACAD_BAC_LIMIT_DPT	
ES4_ACAD_BAC_HORS_DPT	
ES4_ACAD_BAC_ETRANGER	
ES5_NB_ETUD_INTER	Nombre d'étudiants internationaux
ES7_RAT_DOCTORAT	Nombre de doctorants pour 100 étudiants en masters
ES20_PART_NON_DECO	Nombre total d'étudiants non décohabitants
ES21_PART_DECO	Nombre total d'étudiants décohabitants
ES27_NB_DEPART_DEDIE	Nombre de départs dans les résidences services /écoles entre janvier et avril
ES28_NB_ARRIVEE_DEDIE	Nombre d'arrivées dans les résidences services /écoles entre janvier et avril
ES31_NB_PLUS	Nombre de places construites en PLUS
ES32_NB_PLAI	Nombre de places construites en PLAI
ES33_NB_PLS	Nombre de places construites en PLS
ES34_NB_PLI	Nombre de places construites en PLI
ES3_TX_EVO_LOG	Evolution du nombre de logements dédiés

Fait à Nice, le XX XX 2019

Le Préfet des Alpes-Maritimes

Signé
Bernard GONZALEZ

La Vice-Présidente de L'Université
Côte d'Azur

Signée
Sophie RAISIN

Le Président de l'Université Nice Sophia-Antipolis

Signé
Emmanuel TRIC

Le Recteur de l'Académie de Nice

Signé
Richard LAGANIER

La Directrice Générale CROUS Nice-Toulon

Signée
Mireille BARRAL

Le Président de la Métropole Nice
Côte d'Azur

Signé
Christian ESTROSI

Le Président de la CASA

Signé
Jean LEONETTI

Le Président de la CACPL

Signé
David LISNARD

Le Président de la CARF

Signé
Jean-Claude GUIBAL

Le Président de la CAPG

Signé
Jérôme VIAUD

Le Directeur Général d'Action Logement

Signé
Olivier CALIGURI

Le Directeur Général d'API Provence

Signé
Manuel SMADJA

Le Président de la Caisse d'Allocations
Familiales des Alpes-Maritimes

Signé
Yves FASANARO

Le Président de la CCI Nice Côte d'Azur

Signé
Jean-Marie EBEL

La Présidente de l'ADIL des
Alpes-Maritimes

Signée
Dominique ESTROSI-SASSONE

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 24/06/2019
Numéro : CC_2019_122
Nature : DE - Deliberations
Objet : Observatoire Territorial et Partenarial du Logement
Etudiant (OTLE06) -Convention cadre
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : UdFBhuH

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 04/07/2019
Identifiant : 006-240600585-20190624-CC_2019_122-DE

Acte reçu

Date : 24/06/2019
Numéro interne : CC_2019_122
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Observatoire Territorial et Partenarial du Logement Etudiant (OTLE06) -Convention cadre
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190624-CC_2019_122-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_AU-006-240600585-20190624-CC_2019_122-DE-1-1_2.PDF

N